

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 07/02/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEO

rue en clairvot
21850 Saint-Apollinaire

Références : 0005425601/2024-83

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2023 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est une PME familiale dijonnaise spécialisée dans la collecte, le tri, le transit, le regroupement et le prétraitement de déchets dangereux et non dangereux. Elle exploite, sur la commune de Saint -Apollinaire, deux sites de traitement et de valorisation des déchets : un site ancien appelé « route de Gray" et un site plus récent dit "Ecozone". Ces installations relèvent notamment des rubriques suivantes 2710.1, 2710.2, 2713.1, 2714.1, 2716.1, 2718.1, 2790, 2791, 3510 et 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale : liquides inflammables

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites

administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plans services de secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette inspection est de vérifier si ce site est soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables.

Étant donné le volume de stockage de liquides inflammables en récipients mobiles, le site n'y est pas soumis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection son logiciel, Ecorec, lui permettant de gérer ses stocks. Ainsi, par bâtiment, il dispose d'un inventaire par famille de produits/matières/déchets (par exemple : pâteux, alcools, aérosols, base, acide, peinture, huile alimentaire...). Pour chacune de ces familles, on retrouve notamment : la sous-famille (effluent, déchet dangereux...), les désignations précises, le volume stocké, le volume autorisé, la date d'entrée. Les déchets provenant des particuliers, des artisans et des industriels, les fiches de données de

sécurité sont souvent impossibles à obtenir. Aussi, les déchets arrivants sur site, sont souvent des mélanges de produits faits par les utilisateurs. La classification est parfois difficile. Elle est donc majorante en cas de doute.

De plus, chaque matin, le responsable QSE reçoit par mail un fichier « stocks pompiers » permettant d'alimenter une feuille de calcul donnant des informations complémentaires telles que la famille du produit/déchet, la quantité, les rubriques ICPE associées, les mentions de dangers...).

Les états des stocks sont disponibles en permanence à l'extérieur du site, via une connexion internet et à leur réseau.

En outre, l'exploitant dispose d'un plan de ses bâtiments avec les zones de risques précisant les produits/déchets stockés par zone. Ce plan est mis à la disposition des services de secours via deux boîtes pompiers installées aux deux entrées du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autres installations A soumises à l'AM du 24/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Article 1er-I-I.2

Thème(s) : Actions nationales 2023, Champ d'application AM 24/09/20Seuil 100T de LI

Prescription contrôlée :

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

Constats :

Dans l'état des stocks fourni par l'exploitant, une analyse par mention de dangers est possible. Ainsi, le jour de l'inspection, seuls des produits/déchets classés H225 et H226 étaient stockés dans les locaux. Au total, on pouvait retrouver 4,48 t d'alcools et 34,54 t de carburants stockés dans des récipients mobiles, soit 39,02 t de produits/déchets avec une mention de danger H224, H225 et H226. L'exploitant affirme ne jamais dépasser 100 t de déchets classés sous ces mentions de dangers.

De plus, dans son arrêté préfectoral, l'exploitant est autorisé à stocker jusqu'à 50 t de liquides inflammables. → **Le site SETEO (site de la rue en Clairvot) n'est pas concerné par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plans services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Documents de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- les plans, en particulier, pour les installations concernées :
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnés à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;

- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;
- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;
- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;
- le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;
- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ; ces éléments peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données. Ils sont conservés sur le site durant 5 années au minimum.

Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a disposé aux deux entrées disponibles par les services de secours des « boîtes pompiers ». Dans ces boîtes, on peut y retrouver des plans et des consignes à disposition du SDIS en cas d'intervention sur le site.

Il est demandé à l'exploitant de compléter son plan général avec, notamment, les différents points d'eau disponibles, le point de rassemblement en cas d'évacuation du personnel ainsi que la localisation des installations de rétention et confinement des eaux incendie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites